

38. N° d'ordre.

Yole du 600 f.
pour acquisition
de matériel et
mobiliers scolaires

Le Maire fait connaître au Conseil que par suite de location de nouveaux locaux scolaires et de la transformation des anciens à la suite de la liaison des écoles, le mobilier scolaire est insuffisant. Il propose au Conseil de voter la somme de 600 francs pour permettre de faire l'acquisition des objets nécessaires au bon fonctionnement de ces classes.

Le conseil après en avoir délibéré voté la somme de six cents francs.

named.
Bivalve shells
M. A. Bassing
A. Pantin var. Q. J. G. E. Lucy
M. Martini v.
C. H. Knobell J. Lucy

Monsieur le Maire communique à l'assemblée le procès-verbal de l'enquête à laquelle il a été procédé les 4, 5 et 6 novembre, par M. Grechioni Augustin délégué à cet effet, sur le projet d'aliénation d'une parcelle de terrain du sieur Malerba Pierre Vincent; il donne lecture des réclamations qui s'est produite à cette enquête et l'invite à se prononcer sur cette réclamation ainsi que sur l'avis du Commissaire enquêteur, lequel est contraire au projet dont il s'agit.

Le Conseil après avoir examiné et discuté les motifs d'opposition invoqués par le réclamant et ceux développés dans l'avis du Mr. le Commissaire enquêteur.

Considérant que la réclamation du sieur Rocca n'est pas
fondée attendu qu'il n'a jamais fait de demande d'achat de terrain à la
Commune, qu'il s'est mis paré de 33 mètres carrés de terrain où il a construit
une écurie; que l'offre d'augmentation de 0.2f se produisant au moment de l'enquête
il devint clair qu'elle paraît un peu tardive

Considérant que les motifs invoqués par M^e le Commissaire enquêteur contre le projet, ne sont pas fondés attendu que le Sieur Roca n'avait aucun droit de construire une maison sur un terrain communal dans le but évident de se l'approprier; que pendant 34 ans il n'a jamais fait aucune offre d'acquisition à la Commune et que le tenant fournit des semblables actes s'il avait le pas sur les autres.

Par ces motifs

Rejeté à la majorité des 12 voix contre deux (M. Font et J. D.)
la réclamation produite à l'enquête et accepté le nouveau chiffre de trois francs le
mètre carré offert par le "Sieur Malerba Vincent".

Fait à Bonifacio les foins, morio et can au dessus.

Sainte-
Barbe au
Bord de l'eau, mais pas au niveau des eaux.

Adjudication
entretien des
réverbères et
fontaines

Approuvée
le 7 X de 1905

209

Monsieur le Maire propose au Conseil de donner à l'adjudication l'entretien des réverbères et des fontaines publiques du Longon et de la Marine de l'arrondissement de Bonifacio, considérant que les réverbères et fontaines du commun occasionnent une dépense assez forte et variant tous les ans est d'avis, afin d'établir dans le chiffre des dépenses budgétaires, de mettre à l'adjudication l'entretien et les réparations des réverbères et des fontaines publiques pour la somme annuelle de Cent cinquante francs (150^f.) à partir du 1^{er} janvier 1905 ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

P. Bidali *P. Lémaire* *M. A. Castibop*
Varzi *Coty* *A. Lantier* *D. Miquel*

Mastroni *E. Faucon* *J. Franchet*
E. Faucon *F. Guiguer*

N^o 11

Liste des assistés
vieillards, infirmes
incurables.

C

Le Maire soumet au Conseil la liste des vieillards, infirmes et incurables, établie par le bureau d'assistance, pour le 1^{er} trimestre 1904, devant à verser cinq et répartis ainsi qu'il suit :

Vieillards à hospitaliser	H
Vieillards à secourir à domicile	1H
Infirmes	7

Le Conseil à l'unanimité des voix des membres présents approuve la liste présentée

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

P. Bidali *P. Lémaire* *M. A. Castibop*
Coty *Varzi* *A. Lantier* *J. Franchet*
E. Faucon *Mastroni* *D. Miquel*

Convocation du Conseil municipal adressée individuellement à chaque conseiller pour continuation de la session de novembre

Bonifacio le 22 novembre 1905

Le Maire

P. Bidali

Vote de la somme de 2000^f. pour honoraire d'un docteur en médecine non approuvée par suite de la mauvaise situation financière de la ville

L'an mil neuf cent six, le Vingt Cinq du mois de Novembre
Le Conseil municipal de la commune de Bonifacio réuni en session ordinaire, sous la Présidence du M^r Carrega Erasmo Maire

Etaient présents: M^r M^r Carrega Erasmo - Santini Philippe, Bidali Pierre, Minighetti François, Sarducci Victor, Maestroni Barthélémy, Jacquemart Vincent, Lantieri Silvain, Varsi Simon, Alessandri Jean, Scaglia Jérôme, Pagano Fr., Bassistre Marc Antoine, Terra Edouard, Pont Gaston

Abdents: Gazano Jean, Scamaroni Simon, Savigne François, Féraldi Jacques, Scamaroni Quilius, Mirori Antoine, Casabianca François, Gramoni Joseph Antoine

La séance ouverte M^r Bidali Pierre a été élu secrétaire
Monsieur le Président expose au Conseil qu'après une interpellation de M^r Maestroni Barthélémy, conseiller municipal à la séance du Conseil du 6 Septembre dernier au sujet de l'insuffisance des médecins, il a été prié de faire diligence afin de doter Bonifacio d'un docteur en médecine

A la suite de diverses annonces qu'il a faites publier sur les journaux, il a reçu plusieurs offres, il engage le conseil avant d'entrer en relation avec les divers sollicitateurs, à voter la somme de Deux mille francs pour honoraire.

Le Conseil

Considérant que les deux officiers ^{de santé} qui exercent dans la commune sont insuffisants; qu'il est de notoriété publique que lorsque tous les malades se rendent en Sardaigne consulter un médecin étranger ce qui est humiliant; que ce voyage, très coûteux, très fatigant est fait souvent in extremis, qu'il n'est entrepris que par les personnes aisées; qu'il convient de mettre les malheureux au même niveau que les autres:

Par ces motifs. Vote à la majorité des voix (M^r Pont s'étant abstenue) la somme de Deux mille francs à titre d'honoraires annuels pour un docteur en médecine qui sera agréé par le Conseil

Pont abst / *P. Bidali* / *G. Lantier* *M. A. Bassistre*
Varsi / *A. Lantier*
E. Bassi / *M. Maestroni* / *J. G. Pagano*

N^o d'ordre.
Construction d'une
côte de halage

Monsieur le Président expose au Conseil que le port du Bonifacio se trouve dans une situation telle, par suite des travaux actuels de la construction des quais et terre-pleins exécutés pour le service de la Marine, que les embarcations ne peuvent plus être tirées à terre pour les mettre à l'abri du mauvais temps et surtout pour y subir les nettoyages nécessaires.

Il propose au Conseil d'appeler la bienveillante sollicitude des autorités supérieures sur le sort de la population si intéressante des marins le Conseil:

Considérant que la flotille du Port du Bonifacio a déjà une certaine importance; qu'elle tend à augmenter tous les jours. Que les marins ne cessent de faire entendre leurs justes doléances et le sont livrés quelque fois à des manifestations; que leurs embarcations sont vite déteriorées par le mauvais état de la mer et par les parasites, demande avec instance que Bonifacio, à l'instar des autres ports de l'Île, soit pourvu d'une côte de halage. Décide que copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur l'Ingénieur en chef des Ponts et chaussées, à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce avec prière de vouloir bien prêter leur précieux concours à la création demandée.

Ainsi fait et délibéré à Bonifacio les jours, mois et an que dessus.

P. Bidali *P. Lascouray* *M. T. Eastisbros*
Varté *Cayet* *A. Puntig*
Maurtini *E. Lhouay* *J. Gontier*
D. Miyek *J. Guigoussard*

N^o 44

Brassage du
port en réfection
des quais.

Monsieur le Président explique au Conseil qu'au moment où le Conseil général s'occupe spécialement de l'amélioration des ports de la Corse, il convient d'appeler la bienveillante attention sur le port du Bonifacio.

Le Conseil: Considérant que le peu de profondeur contre les quais, oblige les marins à voile et surtout les courriers postaux à se tenir écartés d'une distance de dix mètres environ, ce qui est un danger permanent pour les voyageurs qui sont obligés de descendre à terre par le moyen d'un plancher dont la pente, étant donné la hauteur des nouveaux bateaux de la Compagnie Griselin, est très forte; que les marchandises par suite de la rapidité de cette descente arrivent à terre en partie déteriorées; que l'évitage des marins est très périlleux à cause que le côté nord du port est entable jusqu'à une distance qui atteint 25 mètres en certains endroits à la suite de l'inondation de 1898.

considérant que cette intervention du Conseil municipal vient à son heure attendu que le Maroc est le moment des travaux dans le port; que des projets d'amélioration sont encore à l'étude et que de nouveaux travaux vont être exécutés.

attendu que par suite de l'importance incontestable de l'industrie bouchonnière si l'on considère les diverses récompenses qui lui ont été décernées à Moscou et Ayaccio en 1891, à Paris en 1900, à Saint-Louis en 1904, à Liège et à Bastia en 1905 et tout dernièrement par l'exposition coloniale de Marseille, - Bonifacio à cause de son trafic peut-être placé dans un bon rang des ports de la Corse.

Attendu enfin que 400 hommes de troupe constamment présents à Bonifacio reviennent par transport maritime, emportant une matériel très important d'effets et matériel de toute sorte, contribuent pour beaucoup à encourager la demande de ces travaux et aménagements.

Pour ces motifs: Demande respectueusement mais instamment qu'il soit apporté à un dragage le long des quais ou bien à leur réfection et dans ce dernier cas en établissant un droit de bâche au même taux que le port de Propriano, afin de faire disparaître au plus tôt toute cause d'accidents.

Demande au Sénat de la présente délibération sera adressée à Monsieur l'Ingénieur en chef des Ponts et chaussées, à la chambre de commerce avec prière de vouloir bien nous aider de leur gracieux concours ainsi fait et délivré les four, mois et au que dessus.

Y a fort à faire

Baudouin P. L. Cassibisot
 Maurel J. Voirin A. Landry
 F. Margellet E. Pernot

Y a fort à faire

n° 45
 autorisation au
 Maire de passer
 un bail avec
 M. Larigne

Approuvée
 le 11 Janvier 1907

Monsieur le Président expose au Conseil que par suite de la laïcisation des écoles congréganistes, le nombre des élèves de l'école laïque a énormément augmenté.

Il fait connaître qu'il y a urgence à trouver un local.

Il rend compte qu'il s'est occupé de cette question et que Monsieur Larigne, propriétaire des locaux actuellement affectés aux écoles des filles, s'engage à céder à titre de bail à loyer et pour la期间 de 80 francs, deux chambres, lesquelles après aménagements peuvent être transformées en une grande salle, répondant aux besoins de la situation.

Le Conseil,

Considérant que les locaux proposés par le maire ont l'avantage de se trouver dans l'immeuble même où est établie l'école des filles, autorisé la pétition du bail avec M^e Larigné, pour le prix de 80 francs az,

P. P. Bidwill *Debrae* n. sp.

H. A. Cassister

Constance Varsi Doug P. Johnson
Museum of Natural & Forming
Philippines

Convocation adressée individuellement à chaque Conseiller municipal pour tenir le 1^{er} X^{me} 1906 à 8 heures du soir.

Bonifacio, le 27 novembre 1906

Le Maire

Perry

Séance du 1^{er} Décembre 1906

S'ay mit en place sq., le premier décembre à huit heures du soir,
le Conseil municipal de la Commune de Bonfons, assemblé au lieu ordinaire
de ses séances, sous la présidence de monsieur Carréga Frasme,
maire, pour une session extraordinaire, ensuite de la convocation faite
par m^e le Maire, le 27 novembre s'ouvré.

Presenti: mestri Carriga E., Santini A., Santini S., Minghetti P.,
Jaeguerart F., Lambruschini A., Santucci F., Scamaroni G., Alessandri J.,
Paganini F., Lanighe P., Scaglia J., Ponti

Absents : Messieurs Bidelli P., Gazans J., Scamaroni S., Tarsi S., Peralti J., Serre C., Scimone A., Maestroni B.J., Cravonni, Casabianca P.

M. Jassistre M. a. a été le secrétaire,

Non-acceptation
de la demande
Serre
n° 46

Le Maire expose au Conseil que par délibération n° 34,
l'assemblée communale avait voté l'aliénation d'une parcelle de terrain à
Maurice Terra Jeay François qui y avait fait la demande.
Il rappelle qu'à la suite de la réclamation formulée par les propriétaires
d'un immeuble voisin, le Conseil l'a invité à prier l'autorité
supérieure, de verser à l'appelation de la délibération sus évoquée, et
attendant le résultat d'une enquête faite par une commission composée
de 6 Conseillers municipaux.

l'équité des dits des réclamants et propose de laisser dans le statut quo, la parcelle de terrain dont il s'agit.

Le Conseil,

Où il rapporte de la Commune.

Considérant que la Commune, en consentant l'aliénation sollicitée par Monsieur Serra, abîmerait, contrairement aux règles les plus élémentaires, des progrès au rétrécissement des rues de la ville, lesquelles sont déjà très étroites,

que Monsieur Serra, propriétaire de cette parcelle de terrains pourrait échapper sa maison contiguë à l'immeuble qu'il désire acquérir et qu'il y résulterait alors un très grand préjudice pour les maisons situées à proximité.

(que cette vente ne pourrait rapporter à la Commune qu'une somme très minime), attendu que le terrain en question a une mesure que 4 m² environs et que dès lors on ne peut véritablement insister sur la partie de M^r Serra, la situation financière de la ville.

que pour un faible revenu il ne courrait pas du reste de sacrifier les droits d'administrés qui au même titre que Monsieur Serra, pourront prétendre à l'équité de l'assemblée communale)

Attendu enfin que « Il est un devoir pour la Commune d'accorder en cas de vente la priorité à Monsieur Serra, en sa qualité de riverain, il n'en est pas moins exact que des motifs d'opposition mentionnés sur la lettre de protestation, doivent empêcher le Conseil municipal de méconnaître les droits des maisons environnantes, pour faciliter Monsieur Serra, alors surtout que la Commune n'y trouve aucun avantage et qu'elle est saisi d'une protestation émanant de contribuables.

Par ces motifs,

décide à la majorité de 9 voix contre 4 qu'il convient de laisser dans le statut quo, la parcelle de terrain en question et prie l'autorité supérieure de rouvrir lez considérations comme nulle et moy arrière le décret N° 34 du 18 novembre 1906

B. Languy

M. T. Cassitres

D. Thibault

A. Landry

et compagnie

Convocation du conseil municipal adressée individuellement
à chaque conseiller, pour tenue de la session ordinaire de février
Bonifacio le 21 février 1907
Le Maire
Carayol

Séance du 21 février 1907.

L'an mil neuf cent Sept, le vingt quatre du mois de Février. Le Conseil municipal, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, en session ordinaire sur la convocation du Monsieur le Maire de la dite commune en date du 21 courant, et sous la présidence du M^r Carrega Erasme, Maire.

Étaient présents:

M. M. Carrega Erasme Maire - Santini Philippe 1^{er} adjoint.
Lantieri Antoine, 2^e adjoint - Bidali Pierre - Lavigne François - Cassiobro Marc
Antoine - Narsi Simon - Santucci Victor - Pagano François - Jacquemart Vincent.
Serra Edouard. Scaglia Jérôme. Maestroni Barthélémy - Pont Gaston

Un scrutin ayant eu lieu M^r Santucci Victor a été élu secrétaire.

Absents:

Gazano Jean - Minighetti François - Scamarocci Simon - Peraldi Jacques.
Scamarocci Quillicus - Alessandri Jean - Simonii Antoine, Casabianca
François - Bramori Joseph Antoine.

Le Maire soumet au Conseil la liste des vieillards, infirmes et incurables, établie par le Bureau d'assistance, pour le deuxième trimestre, relevant à **quatorze** vieillards à assister à domicile.

Le Conseil a l'unanimité de voix approuvé la liste suivante.

ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Carayol

P. Bidali, adjoint

M. A. Cassiobro

Maestroni

E. Ferrey

S. Lantieri

J. Serra

François Bramori

N^o 118

Vote de la
commune de 199,90
pour acheter deux
pompes
approuvée,
le
20 avril 1907

Le Maire expose au Conseil que la citerne de la loge est dépourvue de pompe depuis longtemps et qu'il convient de la remplacer. Il propose au Conseil de voter la somme de 199,90 représentant le montant de deux pompes.

Le Conseil

considérant que toutes les fois que se déclare un incendie, il se

produit des bousculades pour puiser l'eau dans le citerne au moyen de seaux tiés à bras. Que de ce fait la moitié du liquide est renversé pendant l'ascension et les secours deviennent insignifiants.

Considérant que le fonctionnement des deux pompe assureraient un grand débit sans causer de désordre, que les secours attendus seront prompt et efficace en cas de sinistre.

Par ces motifs:

Le conseil à la majorité vote la somme de 199.^t 90 nécessaires à l'acquisition de ces deux objets qui seront placés immédiatement.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessous.

*Cordy P. Bidalix ^{projeteur} M. A. Cassibos
Maurice L. Lantier A. Lantier G. Jodoin
E. Ferron G. Jodoin
G. Jodoin*

⁴⁹
Le conseil émet un avis favorable à une demande de dispense formulée par le sieur Penco Dominique, maîtral à la défense mobile d'Oran,

*Cordy P. Bidalix ^{projeteur} M. A. Cassibos
Maurice L. Lantier A. Lantier G. Jodoin
E. Ferron G. Jodoin
G. Jodoin*

⁵⁰
Le maire rappelle au conseil que par délibération en date du 17 novembre N^o HJ, dûment approuvée le 11 janvier 1907, la Commune a été autorisée à passer un bail avec Mr. Larivière propriétaire pour location d'un local destiné à l'école des filles moyennant le prix annuel de 80 francs.

Il demande le vote de cette somme représentant la location du 1^r. Janvier au 31 décembre 1907.

Le conseil à l'unanimité vote la somme de quatre-vingt francs ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessous.

*Cordy P. Bidalix ^{projeteur} M. A. Cassibos
A. Lantier Maurice L.
G. Jodoin E. Ferron
G. Jodoin*

33

avis sur les
soutiens de famille
classe 1906

200

Le Maire communique au Conseil avec toutes les pièces à l'appui, la liste des familles qui ont demandé à recevoir l'allocation de 75 centimes prévue par l'article 22 de la loi du 21 mars 1906.

Il invite l'assemblée à émettre sur ces demandes l'avis motivé exigé par l'article 22.

Le Conseil après avoir examiné avec soin les pièces produites et la situation de chaque intéressé;

Considérant que la réalité des motifs invoqués est établie en ce qui concerne la demande des dénommés ci-dessous, que les jeunes conscrits remplissent effectivement avant leur départ pour le service les devoirs de soutiens de famille.

Est d'avis en conséquence qu'il y a lieu d'admettre la famille des Sieuroz.

Gay	François, Napoléon
Scotto	Ange, Joseph, Napoléon
Gavini	Pierre, Alfred
Di Meglio	François
Baviera	Joseph, Vincent

au bénéfice résultant des dispositions de l'article 22 de la loi du 21 mars 1906.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

*Cordy P. Bidali portant M. A. Castibos
Mastroni portant S. Pantin E. Loury
Fouqueray portant*

52

Vote de 97,50
au profit de
Mr. Dianis

C

Approuvé, le
19 mars 1907

Le Maire communique à l'assemblée une lettre du Mr. Dianis, directeur de l'école communale des garçons où l'examen de laquelle il résulte que l'indemnité annuelle de logement que lui alloue la Commune n'est pas de 210 francs au lieu de 214^{1/2} francs; il réclame la différence entre ces deux sommes pour une durée de 13 mois soit : 97,50.

Le Conseil après avoir examiné attentivement la situation du Mr. le directeur de l'école communale et reconnaissant le bien fondé de sa réclamation vote la somme de quatre-vingt-dix-sept francs 50 centimes au profit du Mr. Dianis.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

*Cordy P. Bidali portant M. A. Castibos
Mastroni portant S. Pantin Mastroni portant E. Loury
Fouqueray portant*